

# Pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche, de ses personnels :

## **dans l'action le jeudi 21 janvier 2010!**

Le Gouvernement persiste à attaquer l'enseignement supérieur et la recherche, l'ensemble de la Fonction publique et des services publics. Ainsi, cette politique conduit à supprimer plus de 100 000 emplois dans la fonction publique d'Etat depuis 2007, dont 30 000 annoncés pour cette année (16 000 dans l'Education Nationale).

L'Enseignement Supérieur et la Recherche sont frappés de plein fouet par des réformes (Pacte Recherche, loi LRU, ...) et des restructurations aux conséquences désastreuses sur l'emploi, les conditions de travail des personnels, d'études des étudiants et sur la qualité du service public rendu à la population :

- augmentation de la précarité
- modifications des statuts des personnels de l'enseignement supérieur risquant de fragiliser le lien enseignement - recherche,
- individualisation des rémunérations et mise en concurrence de tous personnels par le recours systématique aux primes au « mérite » et à la « performance »,
- réforme de la formation des enseignants de premier et second degré mettant en cause la qualité de la formation des futurs enseignants et des jeunes,
- modification du rôle et de la gestion des organismes, ainsi que multiplication des regroupements de type Alliances pour la recherche, ...

Le budget de l'enseignement supérieur et l'absence de créations d'emplois ne permettent pas d'améliorer les conditions d'études et l'environnement social des étudiants. De plus, les hôpitaux publics, dont les CHU, sont asphyxiés par la pénurie gravissime d'emplois et la recherche de rentabilité.

Malgré l'opposition large de la communauté universitaire à l'actuelle réforme de la formation et du recrutement des enseignants, le gouvernement poursuit sa mise en œuvre en adressant aux établissements une circulaire de « cadrage » (rejetée en CNESER par 35 voix Contre, 3 pour) et en publiant les arrêtés d'organisation des concours. Les organisations signataires considèrent que, dans l'état actuel, cette réforme est inapplicable et ne doit pas être appliquée. Elles exigent la remise à plat de la réforme. Cela implique le retrait des décrets concernant la formation des enseignants et des textes d'application déjà publiés et l'ouverture indispensable de réelles négociations. Elles revendiquent une réforme qui réponde aux besoins du système éducatif et permette une véritable amélioration de la formation des futurs enseignants.

**Pour répondre à l'urgence de la situation sociale du pays, le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche, celui de la fonction publique et des services publics n'ont jamais été aussi importants.**

Les personnels et les étudiants se mobilisent depuis plus de deux ans contre cette politique du gouvernement. Ils l'ont contraint à renoncer aux suppressions d'emplois dans l'enseignement supérieur et la recherche en 2010. **Les organisations signataires appellent dès maintenant les personnels et les étudiants à débattre dans les établissements et à agir en convergence avec l'ensemble des services publics. Ce temps fort s'inscrit dans l'ensemble des mobilisations pour la défense des services publics et de leurs agents.**

## **le 21 janvier 2010 : actions, manifestations, grèves.**

**POUR :**

- créer les emplois nécessaires et donner aux services publics les moyens de répondre aux besoins croissants de la population sur l'ensemble du territoire ; revenir sur les suppressions d'emplois inscrites au budget 2010, pourvoir aux remplacements des départs en retraite et mettre en œuvre des mesures pour combattre la précarité
- augmenter le budget consacré à l'aide sociale et au logement des étudiants
- obtenir la progression du pouvoir d'achat de tous les personnels

**Signataires :**

FSU (SNESUP – SNCS – SNASUB – SNEP – SNETAP), CGT (SNTRS – FERC-Sup – CGT INRA), UNSA (Sup'Recherche – SNPTES – A&I), SGEN-CFDT Recherche EPST, Solidaires (Sud Recherche EPST – Sud Education – Sud Etudiant), CFTC Recherche, UNEF, SLR & SLU.

NB : Plusieurs syndicats ont déposés un préavis de grève.

---

## **La manifestation de Lyon aura lieu à 10h30 de la Place Jean Macé à la Place Guichard.**